

Deux minutes d'attention, S.V.P !

Vous pensez que les agents des Finances :

- Favorisent la justice fiscale pour réduire les inégalités et assurer le financement de politiques publiques au service de la satisfaction des besoins sociaux (éducation, culture, formation professionnelle, logement, transport...) ?
- Luttent contre les fraudes fiscales, les trafics de stupéfiants, le travail au noir, les contrefaçons ?
- Assurent la sécurité alimentaire, sanitaire et la protection contre les risques industriels ?
- Mettent en œuvre une réelle politique industrielle au service du développement économique et du plein emploi ?
- Collectent des fonds publics, contrôlent les dépenses publiques ?
- Garantissent le droit pour toutes et pour tous à de véritables services publics, partout sur l'ensemble du territoire, dans des conditions d'égalité et de qualité ?

Eh bien non, parce que ces missions, que devrait pleinement assurer le Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie ne font pas partie des priorités des Ministres qui se succèdent à Bercy !

Jugez plutôt :

- L'actualité ne cesse de mettre en évidence la multiplication de crises dites alimentaires (vache folle, grippe aviaire...) et pendant ce temps les services de contrôle sont fermés et leurs emplois supprimés...
- Une véritable criminalité économique et fiscale se développe, aux plans national et international sans que les moyens pour lutter contre celle ci soient réellement mis en œuvre...
- Le contrôle technique des poids lourds pour assurer la sécurité routière a fait l'objet d'une privatisation...
- Enfin, assurer votre information du point de vue de vos droits et obligations n'est plus une mission prioritaire du fait de la fermeture de nombreux services (Trésor, concurrence, douanes...).

De telles évolutions trouvent leurs origines dans la politique de diminution systématique des moyens du Ministère : suppression de 5 550 emplois sur les trois dernières années, baisse et gels des crédits de fonctionnement, refus de reconnaître pleinement les qualifications des agents...

De plus en plus, s'affirme la volonté d'introduire des modes de gestion propres aux entreprises privées contraires aux finalités des services publics.

Ainsi, prendre le temps de recevoir et d'informer une personne âgée, un chômeur, ou encore un artisan ayant des difficultés à remplir ses déclarations est considéré comme « non rentable » !

Il n'y a pas de fatalité à une telle situation !

Pour les organisations syndicales CGT, FDSU, FO, CFDT, UNSA, le Ministère doit mettre en œuvre une politique publique ambitieuse au service de l'intérêt général, de la satisfaction des besoins sociaux et pas uniquement patronaux !

Voilà aussi pourquoi, les agents du Ministère sont en grève et dans la rue, ce 20 janvier 2005, avec tous les fonctionnaires !